

# L'observatoire de l'économie de la zone d'emploi de Brest

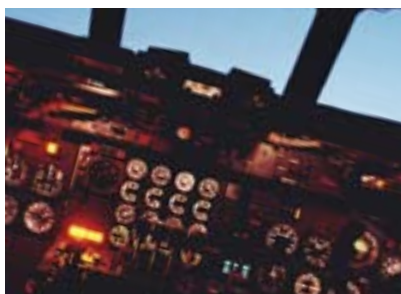
La lettre des observatoires de l'ADEUPa  
n°109 - novembre 2009

## définition de l'observatoire

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoïse », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle de la zone d'emploi de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché de l'emploi.

Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires ; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses. Ce numéro a été réalisé en collaboration avec Inforem, l'observatoire emploi-formation de Brest métropole océane, qui a effectué l'analyse du marché du travail.



### Les partenaires de l'observatoire :

Pôle Emploi • Banque de France • Chambre d'agriculture du Finistère • CRCI de Bretagne • CCI de Brest • CMA29 • Bmo • Direction régionale de l'équipement de Bretagne • Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle • INSEE Bretagne • Direction des services fiscaux • Sous-préfecture • Trésorerie générale • Tribunal de commerce de Brest • UBO • URSSAF du Finistère



Inforem - Observatoire emploi-formation



Crédit photo : Guillaume Team

## PREMIER SEMESTRE 2009

# LA CRISE PÈSE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL



Si les effets de la crise économique se sont manifestés plus tardivement dans la zone d'emploi de Brest qu'au niveau national, ils ne s'en font pas moins ressentir ce semestre. Les indicateurs observés sur la période viennent ainsi confirmer et accentuer ceux constatés au 4<sup>e</sup> trimestre 2008. Le repli d'activité est prioritairement constaté dans l'industrie (mécanique, métallurgie, électronique notamment), ainsi que dans le bâtiment et les travaux publics. En témoigne le recours des entreprises aux mesures de chômage partiel dans ces sec-

teurs et le net recul de l'intérim. Les très petites entreprises subissent particulièrement les effets du ralentissement économique ; la forte hausse du nombre de liquidations judiciaires illustre leurs difficultés.

Sur le marché du travail, la zone d'emploi de Brest n'est pas épargnée par la progression soutenue du chômage, spécialement au 1<sup>er</sup> trimestre. Le taux de chômage atteint désormais 8,1 % de la population active et il faut remonter à mi-2006 pour retrouver un niveau aussi élevé. Les jeunes et les hommes représentent les principales victimes du ralentissement.

# Activité économique



Photo : Jean-Yves Guillaume



## INDUSTRIE ET CONSTRUCTION VICTIMES DE LA CRISE

Le produit du versement transport, qui repose sur la masse salariale des entreprises implantées dans l'agglomération brestoise et employant plus de 9 salariés, avait enregistré une évolution défavorable entre l'automne 2007 et la fin de l'année 2008.

Il est désormais bien orienté, alors que les résultats observés sur le marché du travail témoignent d'une progression du nombre de chômeurs sur la zone d'emploi. Ces résultats pourraient s'expliquer par une meilleure résistance des entreprises de plus de 9 salariés, au contraire des entreprises de petite taille.

### CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES : DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES

Même si le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest progresse de 5 % sur le semestre en données corrigées des variations saisonnières, les évolutions sont très contrastées. Certains secteurs affichent des baisses significatives (industrie des biens d'équipement, des biens intermédiaires et agroalimentaires, transport et services aux entreprises).

Dans le prolongement du 4<sup>e</sup> trimestre 2008, les exportations sont en net repli

sur la période. L'industrie des biens d'équipement, l'un des secteurs les plus exportateurs du Pays de Brest, pâtit d'une conjoncture internationale défavorable. La filière agroalimentaire conserve un niveau d'export stable.

### HAUSSE DES NUITÉES D'AFFAIRES DANS L'HÔTELLERIE

Malgré le contexte économique morose et après une année 2008 marquée par une baisse substantielle de la fréquentation, les nuitées d'affaires dans l'hôtellerie du Pays de Brest progressent de 5,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Après un mois de janvier et février dans la mouvance de l'an passé, la reprise d'activité est notable à partir de mars. Le rebond permet de dépasser les résultats de l'année précédente, sans toutefois revenir aux niveaux de fréquentation atteints antérieurement.

### TRAFIC AÉRIEN

Dans un contexte aérien morose, Brest Bretagne parvient à maintenir son trafic passagers sur le 1<sup>er</sup> semestre (+ 0,6 %). L'aéroport enregistre même une hausse de la fréquentation de ses vols réguliers (378 573 passagers, soit + 3,2 %). Mais cette progression s'explique largement par le quadruplement du trafic passagers sur la ligne low cost Brest Marseille. Ce développement de lignes régulières à bas coût compense la baisse enregistrée sur les vols à dominante affaires Brest-Paris (- 3,6 %), en particulier sur Roissy (- 7,5 %). En revanche, les vols charters résistent globalement moins bien en accusant un retrait de - 3,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

### CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

La création d'entreprises est en retrait par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. 503 nouveaux établissements, hors auto-entrepreneurs, se sont installés sur le Pays de Brest, dont 60 % dans l'agglomération brestoise. Malgré cette tendance à la baisse, certains secteurs d'activités résistent : c'est le cas du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des services à la personne.

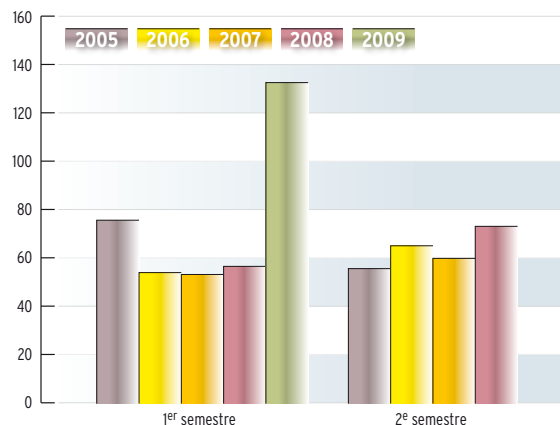
Parallèlement, le rythme des défaillances d'entreprises s'est fortement accéléré sur la période (+132 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008).

## Palmarès 2008 des entreprises du commerce extérieur dans le Pays de Brest\*

Entreprise	Activité	Commune
S.D.M.O. Industries	Fabrication de machines et équipements	Brest
Laita	Commerce de gros de produits laitiers	Brest
Savéol	Commerce de gros de fruits et légumes	Plougastel
Rolland	Fabrication de glaces et sorbets	Plouédern
Société Industrielle Laitière du Léon	Commerce de gros de produits laitiers	Plouvien
Brest Récupération	Récupération de déchets triés	Brest
Société Abattage Volailles Lapins	Transformation de la viande de volaille	Lannilis
Sica des Agriculteurs de Bretagne	Groupement de producteurs	Landerneau
Gelagri-Bretagne	Transformation et conservation de légumes	Landerneau
Union Coopérative Agricole Even	Commerce de gros de produits laitiers	Ploudaniel
Sica Ouest Elevage	Commerce de gros d'animaux vivants	Ploudaniel
Danisco Landerneau	Fabrication de matières plastiques de base	La Forêt-Landerneau
Even Santé Industrie	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	Ploudaniel
Gopex Distribution SA	Production et commercialisation de semences de pommes de terre	Brest
Autocruise SAS	Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	Plouzané

\* classement des sociétés selon l'importance de leurs flux en valeur, à l'exportation ou à l'importation  
Source : Direction générale des douanes et droits indirects

### NOMBRE DE REDRESSEMENTS ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST



Source : Tribunal de Commerce de Brest





# ANALYSE SECTORIELLE

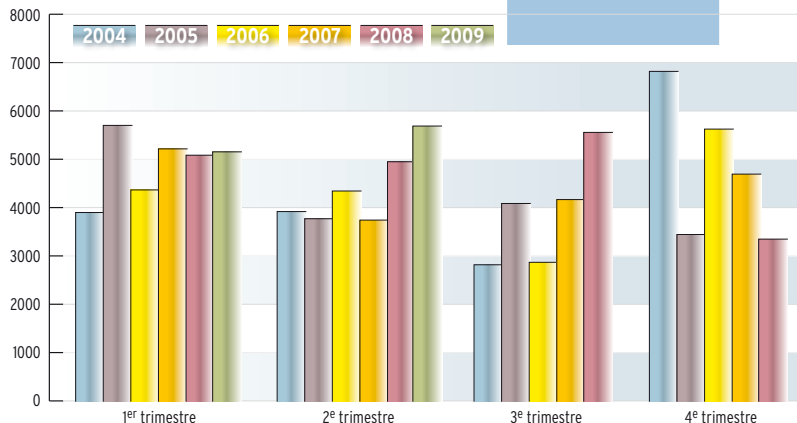
L'impact de la crise économique diffère selon les secteurs d'activité dans la zone d'emploi de Brest ; si les marchés financiers tendent à se normaliser, l'industrie, le commerce et le BTP anticipent une conjoncture défavorable pour 2009. Seuls les secteurs des services sont moins pessimistes. La baisse du nombre des contrats intérimaires traduit bien cette situation : le niveau des premiers mois de 2009 reste inférieur à celui de 2008. Cela est d'autant plus préoccupant qu'entre 2007 et 2008, le nombre d'intérimaires avait déjà baissé de plus de 1 000 dans la zone d'emploi de Brest.

## INDUSTRIE

En lien avec la baisse des commandes dans le secteur automobile, les fournisseurs pâtissent de carnets de commande faiblement remplis ; la visibilité du secteur sur l'avenir s'avère toujours très limitée. L'activité dans le secteur de la métallurgie et de la mécanique s'inscrit en retrait. Dans la filière agroalimentaire, le niveau de production se maintient.



## INDICE D'ACTIVITÉ DE LA RÉPARATION NAVALE CIVILE À BREST



Source : CCI de Brest

## RÉPARATION NAVALE CIVILE

Après une fin d'année 2008 difficile, l'activité de réparation navale civile renoue avec la croissance sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009. Tous les indicateurs sont passés au vert : nombre de navires et volumes traités, taux d'occupation des formes et des quais de réparation, nombre d'heures de grue... La nature des navires traités sur le 1<sup>er</sup> semestre confirme et conforte la spécialisation pointue et reconnue du site brestois sur les méthanières. L'avenir n'en restant pas moins incertain, le chantier cherche en même temps à se diversifier.

## ACTIVITÉS PORTUAIRES

Le trafic marchandises diminue à Brest : 1,371 millions de tonnes ont été traitées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 (soit un recul de 1 % par rapport à la même période en 2008). Ce résultat est néanmoins à relativiser : les autres ports de commerce bretons enregistrent des baisses supérieures (- 20,5 % à Lorient, - 25,7 % à Saint-Malo).

C'est essentiellement le trafic des graines de soja et, dans une moindre mesure, les importations de pétrole qui expliquent cette bonne tenue. À l'inverse, le vrac non agricole (ciment, clinkers, sable et ferrailles) recule nettement (- 33 %). Sur les marchandises diverses, globalement en retrait de 9 %, le transfert du transport conventionnel vers le conteneur se poursuit, en particulier pour les viandes et volailles congelées. En hausse de 2 %, le transport conteneurisé bénéficie également du développement des trafics de poudre de lait et de pommes de terre.

## BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Dans le bâtiment, l'activité globale est orientée à la baisse ; cette tendance se traduit par des réductions d'effectifs et des mesures de chômage partiel conjoncturel. Dans le secteur des tra-

vaux publics, après un début d'année difficile, l'activité a bénéficié du démarrage d'un certain nombre de travaux d'aménagement, dont celui du tramway dans l'agglomération brestoise.

## TOURISME

Dans un environnement économique difficile et incertain, l'avant-saison touristique peut-être qualifiée de satisfaisante. Les résultats de fréquentation sont bons dans le Pays de Brest, particulièrement d'avril à juin. Les conditions climatiques clémentes et le calendrier favorable ont été propices aux séjours touristiques et aux excursions.

Pour autant, malgré la présence des clientèles touristiques, les indicateurs de consommation témoignent d'un fléchissement des dépenses par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Redoutée par les professionnels du secteur en raison du contexte économique défavorable, la baisse du panier moyen des touristes semble donc se confirmer.



## Economie bretonne : accentuation des pertes d'emplois

Dans le secteur agricole, le 2<sup>e</sup> trimestre 2009 est marqué par une crise profonde dans le secteur du lait : le prix du lait payé aux producteurs bretons se détériore nettement (-27 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2008). En Bretagne, d'après l'INSEE, tous les secteurs d'activités sont concernés par le repli de l'emploi salarié au cours des deux premiers trimestres 2009. Seul le secteur industriel est moins impacté qu'au plan national, grâce à une meilleure résistance de l'industrie agroalimentaire. La construction subit un net retournement, après des années de hausse ininterrompue. Hors secteur tertiaire, l'emploi intérimaire rebondit au printemps, signe d'un léger redressement de la demande.



Photo : Franck Betermin



Photo : Dominique Lercoux

## Conjoncture mondiale et nationale : en voie de rétablissement

D'après les chiffres publiés par l'INSEE, le 2<sup>e</sup> trimestre 2009 semble marquer une phase de stabilisation de l'activité dans les économies avancées, grâce au rebond de la demande en provenance des pays émergents et à la mise en œuvre de plans de relance dans de nombreux pays. Les marchés interbancaires se sont normalisés, notamment sous l'effet de l'assouplissement de la politique monétaire des banques centrales. En France, l'activité pourrait s'inscrire en hausse modérée sur la fin de l'année, notamment au niveau de la production industrielle et de l'activité des travaux publics.

Néanmoins, suite à la forte contraction de l'activité fin 2008 et début 2009, l'emploi devrait être en forte baisse sur l'ensemble de 2009. Sur le plan des investissements, interrogés en octobre 2009, les industriels prévoient un recul des investissements pour l'année de 24 % dans l'industrie manufacturière et de 22 % dans l'ensemble de l'industrie.

## INDUSTRIE ET TERTIAIRE REBOND DES INVESTISSEMENTS



Le semestre bénéficie d'une envolée du volume des surfaces de locaux autorisés (+ 41 %), particulièrement sur le 1<sup>er</sup> trimestre. La progression est particulièrement marquée dans le secteur industriel, grâce notamment à deux projets d'extension conséquents (SDMO à Guipavas et Emily à Tréflévénez). Le dynamisme du secteur tertiaire se poursuit avec de

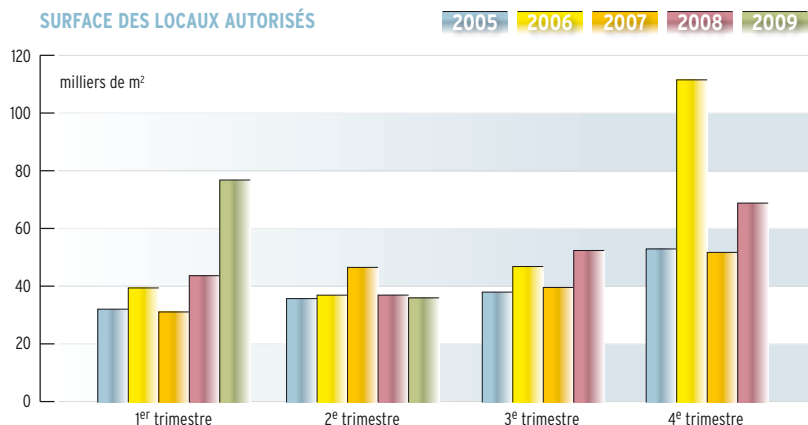
nouvelles opérations en immobilier de bureaux, autorisées principalement au port de commerce de Brest et dans des zones d'activités en cours d'aménagement (Prat Pip à Guipavas notamment). Enfin, le Centre d'Exploitation et de Maintenance du tramway, qui sera situé près du Technopôle de Brest-Iroise, a également fait l'objet d'une autorisation en avril.

### Principales opérations autorisées au 1<sup>er</sup> semestre 2009

Entreprise	Lieu demandé	Commune	Type	Shon
Sarl Pierre promotion	105 rue de l'elorn	Brest	Bureaux	3 337 m <sup>2</sup>
SDMO	Rue Jules Jansen	Guipavas	Industriel	17 469 m <sup>2</sup>
Emily	ZA des Landes	Tréflévénez	Industriel	4 857 m <sup>2</sup>
S <sup>as</sup> Bassan	Rue de Bassan	Brest	Bureaux/commerce	4 019 m <sup>2</sup>
SCCV bureaux Brest aéroport	Zac de Prat Pip	Guipavas	Bureaux/commerce	5 282 m <sup>2</sup>
Semtram	Avenue de la 1 <sup>re</sup> DFL	Brest	Entrepôt	7 682 m <sup>2</sup>

Source : DRE Bretagne

### SURFACE DES LOCAUX AUTORISÉS



Source : DRE

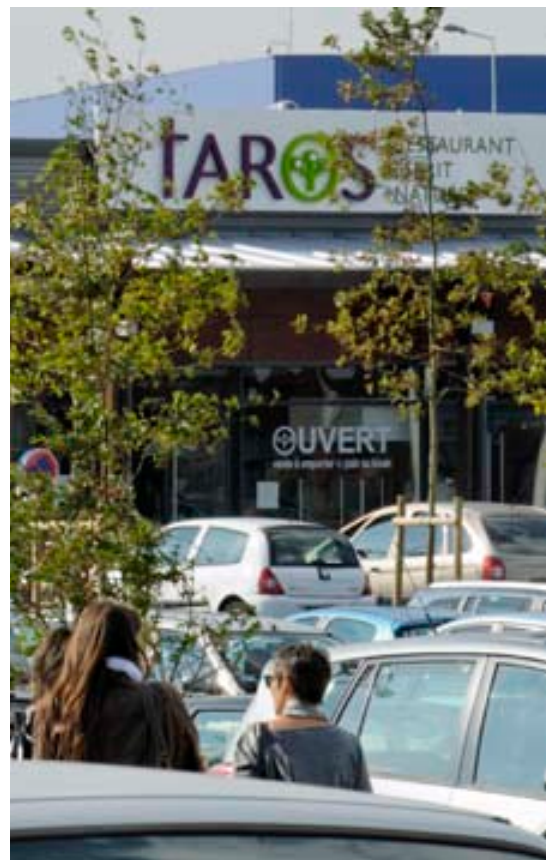


Photo : Jean-Yves Guillaume



# Marché du travail

## DEMANDE D'EMPLOIS

### UN PREMIER TRIMESTRE DIFFICILE

Fin juin 2009, la zone d'emploi de Brest comptait 11 948 demandeurs d'emploi de catégorie A<sup>1</sup>. Depuis le début de l'année, la hausse du nombre de chômeurs est perceptible (+ 4 %), mais elle reste en deçà des évolutions nationale et régionale (+ 8 % chacune).

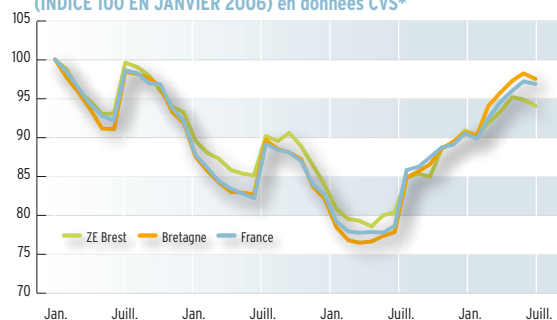
Cette progression n'est toutefois pas continue. Ainsi, en mai et juin, la courbe des demandeurs d'emploi de catégorie A s'est légèrement infléchie sur la zone d'emploi de Brest (- 1,1 %). En France et en Bretagne, ce recul ne s'est opéré qu'à partir de juin et il demeure plus modeste (respectivement - 0,8 % et - 0,3 %). Néanmoins, la situation sur le marché de l'emploi ne

devrait pas s'améliorer avant 2010.

Dans la zone d'emploi de Brest, 19 082 demandeurs d'emploi de catégories A, B<sup>2</sup> et C<sup>3</sup> se sont inscrits fin juin dans les agences de Pôle emploi. Leur nombre a augmenté de 4 % depuis janvier 2009 (+ 7 % en Bretagne et en France).

Le nombre d'inscrits en catégorie A et B diminue entre mai et juin tandis que ceux en catégorie C progressent fortement. Cela pourrait s'expliquer par un glissement entre catégories (ex: de catégorie B à C). Il est possible alors que les personnes jusqu'à présent inscrites en catégorie B aient plus travaillé et aient ainsi rejoint les catégories C.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A (INDICE 100 EN JANVIER 2006) en données CVS\*



\* CVS : correction des variations saisonnières - Source : DRTEFP 29 - Traitement ADEUPa

### UN TAUX DE CHÔMAGE EN HAUSSE Source : INSEE

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2009, le taux de chômage<sup>4</sup> de la zone d'emploi de Brest s'élève à 8,1 % de la population active contre 7,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Il faut remonter à mi-2006 pour retrouver un taux de chômage aussi haut.

En Bretagne et en France, il atteint respectivement 7,7 % et 9,1 % de la population active. Il rencontre une forte accélération depuis le trimestre précédent : + 0,5 et + 0,6 point.

### LES JEUNES ET LES HOMMES, PRINCIPALES VICTIMES DU RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

À l'image des mois précédents, ce sont les jeunes (+ 23 % en un an) et les hommes (+ 31 %) les principales victimes du ralentissement économique. À cela deux raisons.

D'une part, parce qu'ils sont majoritairement présents sur les contrats intérimaires ou de courte durée.

D'autre part, parce que les hommes sont particulièrement nombreux dans le secteur industriel (automobile, équipements mécaniques, électriques, électroniques, métallurgie...) et le BTP, qui ont été plus impactés par la crise que certaines activités de services, occupées plus largement par les femmes.

En conséquence, les hommes sont désormais majoritaires dans la demande d'emploi (53 %).

Bien que la hausse ait été rapide pour les plus de 25 ans, le Pays de Brest est légèrement moins touché par le chômage des jeunes. Fin juin, ils représentent 15 % des demandeurs d'emploi de catégorie A contre 16 % en Bretagne et 17 % en France.

Relativement épargnés jusqu'à présent, le nombre de chômeurs de longue durée croît légèrement dans le territoire (+ 5,6 % en un an, contre + 10 % en Bretagne et 13 % en France). Pour autant, cette progression modeste ne doit pas masquer un chômage de longue durée élevé dans le Pays de Brest. 32 % des inscrits en catégories A, B et C recherchent un emploi depuis plus d'un an contre 30 % en Bretagne et 31 % en France.



Photo : Franck Belermin

## La structure de la demande d'emploi fin juin 2009

Source : DRTEFP 29

	Pays de Brest		Bretagne		France	
	Part en % / cat A	Évolution sur un an	Part en % / cat A	Évolution sur un an	Part en % / cat A	Évolution sur un an
Jeunes	15,4 %	+ 22,7 %	16,1 %	+ 38,7 %	16,6 %	+ 35,9 %
Femmes	47,4 %	+ 8,5 %	47,4 %	+ 15,1 %	47,3 %	+ 15,8 %
Chômeurs de longue durée	31,9 % <sup>5</sup>	+ 5,6 %	29,6 %	+ 10,4 %	31,1 %	+ 12,6 %

1- Depuis février 2009, une réforme des statistiques est mise en œuvre dans la définition des catégories de chômeurs recensés par le Ministère du Travail. Elle a pour objectif de mieux refléter la diversité des situations de chômage. Désormais, la référence au type d'emploi recherché (CDI, CDD...) est supprimée. C'est l'existence ou pas d'une activité professionnelle durant le mois écoulé qui est déterminante. On ne parlera donc plus de demandeurs d'emploi de catégorie 1 ou 6 mais de catégorie A, B, C...

Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. C'est le principal indicateur mensuel du chômage. Ce sont les personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un emploi quel qu'il soit.

2- Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).

3- Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

4- Le taux de chômage résulte d'une nouvelle méthode de calcul de l'INSEE. Le terme « taux de chômage au sens du BIT » est remplacé par le terme « taux de chômage localisé » pour les taux régionaux, départementaux et par zone d'emploi. Il s'agit de taux en moyenne sur le trimestre, et non en fin de trimestre comme auparavant.

5- Pour les chômeurs de longue durée, les statistiques officielles englobent les catégories A, B et C (part en % / catégories A, B et C).

## OFFRE D'EMPLOIS PROGRESSION AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

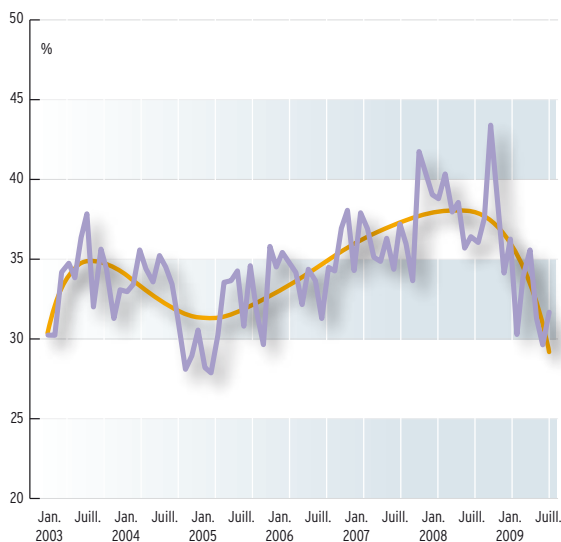


Après une diminution au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, le nombre d'offres d'emploi enregistrées se redresse fortement au 2<sup>e</sup> trimestre dans la zone d'emploi de Brest. La tendance est comparable en France, mais de manière plus mesurée, tandis que le recul du nombre d'offres collectées se poursuit en Bretagne.

Ce sont les offres pérennes (> 6 mois) et les offres temporaires (de 1 à 6 mois) qui sont à l'origine de cette progression. À l'inverse, la chute est sévère pour les offres occasionnelles (< 1 mois).

Toutefois, cette amélioration sensible ne doit pas masquer un volume d'offres d'emploi enregistrées nettement moindre que les semestres précédents.

### ÉVOLUTION DU TAUX DE FLUIDITÉ

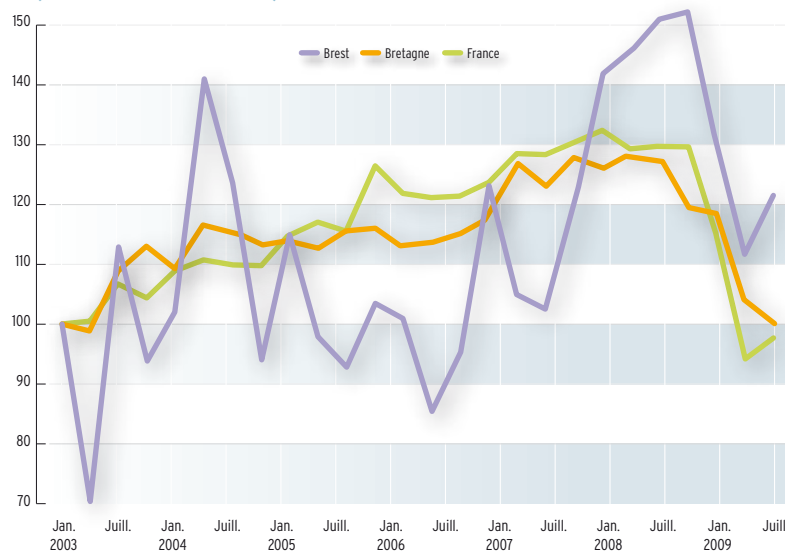


Source : Ministère de l'Emploi - Pôle Emploi - Traitement ADEUPa



Photo : Franck Betermin

### ÉVOLUTION DES OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES À PÔLE EMPLOI (INDICE 100 EN JANVIER 2003) - Données CVS\*



\* CVS : correction des variations saisonnières - Source : Pôle Emploi - Traitement ADEUPa

### LES DEMANDEURS D'EMPLOI METTENT PLUS DE TEMPS À TROUVER UN TRAVAIL

Les sorties de la demande d'emploi sont en diminution par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (- 3 %), mais leur évolution n'est pas linéaire. Ainsi, depuis le début de l'année 2009, les sorties ont chuté en janvier, augmenté en février et mars, diminué en avril et mai, pour remonter en juin.

Alors qu'elles avaient progressé au 1<sup>er</sup> trimestre, les sorties pour reprises d'emploi ont fortement reculé au 2<sup>e</sup> trimestre. Les entrées en stage sont également moins nombreuses qu'auparavant. À l'inverse, le nombre d'absences au contrôle demeure à un niveau élevé.

### LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES : UN NOMBRE ENCORE ÉLEVÉ

Les entrées sur les listes de Pôle emploi progressent, mais leur évolution demeure très inégale sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009. Comme pour les sorties, elles chutent en janvier, s'accroissent en février et mars, reculent en avril et mai et augmentent à nouveau en juin.

Après le pic de décembre 2008, le nombre de licenciements tend à diminuer. Mais cette baisse est surtout imputable aux autres licenciements, tandis que les licenciements économiques restent encore à un niveau élevé (autour d'une soixantaine par mois dans la zone d'emploi de Brest).

Les entrées pour fins de contrats et de missions sont en perte de vitesse depuis fin 2008. Cette « bonne » nouvelle est à relativiser, dans la mesure où elle peut s'ex-

pliquer par un ralentissement du nombre de missions intérimaires ou de courte durée mises en route. Les reprises d'activité restent nombreuses.

Quant au taux de fluidité<sup>6</sup>, il diminue ce semestre. En cause, le stock de demandeurs d'emploi, plutôt élevé, qui crée un phénomène d'engorgement. En conséquence, la fluidité sur le marché du travail est limitée : les demandeurs d'emploi mettent plus de temps à trouver un travail.

### 3 382 SALARIÉS AFFECTÉS PAR LE CHÔMAGE PARTIEL DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Face au ralentissement économique et à la baisse d'activité, le chômage partiel est une mesure de plus en plus envisagée par les employeurs, tant au plan national que local. Depuis le début de l'année 2009, il y a eu 79 demandes de chômage partiel (pour motif économique) dans le Pays de Brest, qui ont affecté 3 382 salariés<sup>7</sup> (en cumul). 252 459 heures ont été autorisées, soit cinquante fois plus qu'à la même période l'année dernière.

Les salariés concernés par le chômage partiel ont été particulièrement nombreux en décembre 2008, puis en février et mai 2009. Ces trois pics sont corrélés à l'entrée dans le dispositif de Livbag, équipementier de l'industrie automobile.

De manière générale, le recours au chômage partiel émane principalement des entreprises de bâtiment et des travaux publics (maçonnerie, plâtrerie, menuiserie, peinture...), de la métallurgie (chaudronnerie, tôlerie...), de l'électronique et de la mécanique.

6- Le taux de fluidité mesure la fluidité sur le marché du travail et la facilité que peuvent avoir les demandeurs d'emploi à trouver un travail. Il est le rapport entre les flux de demandeurs d'emploi et le stock (nombre de sorties et d'entrées sur les listes de Pôle emploi/nombre de demandeurs d'emploi en fin de période).

7- La prudence est recommandée quant à l'interprétation de ce chiffre. En effet, un même salarié peut être compté plusieurs fois (possibilité de double-comptes), notamment si le dispositif de chômage partiel est prolongé ou reconduit.

# Les ménages



## MAINTIEN DU NIVEAU DE CONSOMMATION

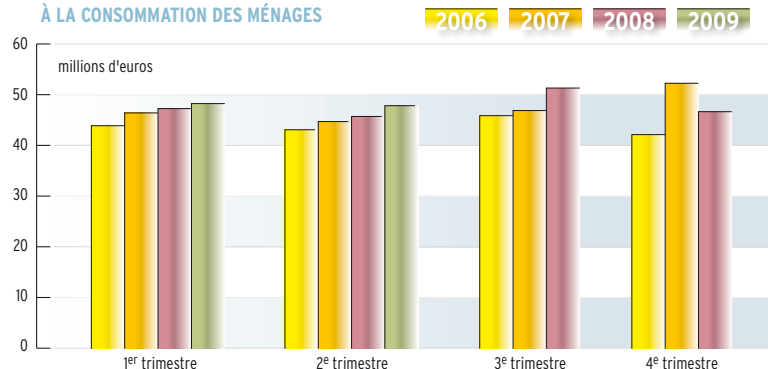
Le niveau de consommation dans le commerce de détail et dans les services à la personne a progressé par rapport à l'année dernière, notamment au 2<sup>e</sup> trimestre. Les commerçants du Pays de Brest, interrogés au printemps 2009, prévoient une stabilité de leur chiffre d'affaires pour 2009, une diminution de leur investissement et une baisse de leur rentabilité.

Dopé par la prime à la casse, le marché automobile reste bien orienté sur le marché du neuf en début d'année (informa-

tions disponibles uniquement sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2009). À l'inverse, le marché de l'occasion semble moins actif, la tendance à la baisse amorcée depuis la mi-2008 se confirme en ce début d'année.

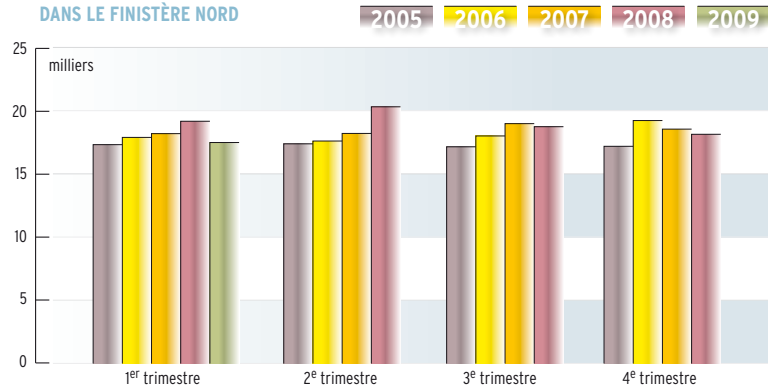
Comme en 2008, le niveau de trésorerie des ménages reste relativement satisfaisant. Le maintien du niveau de consommation serait donc financé à crédit. Si le crédit revolving tend à diminuer, les autres crédits à la consommation progressent significativement.

### CHIFFRE D'AFFAIRES LIÉ À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES



Source : direction des services fiscaux - en euros constants

### IMMATRICULATION DE VÉHICULES DANS LE FINISTÈRE NORD



Source : Sous-Préfecture de Brest - données corrigées des variations saisonnières

## FRÉMISSEMENT SUR LE MARCHÉ IMMOBILIER

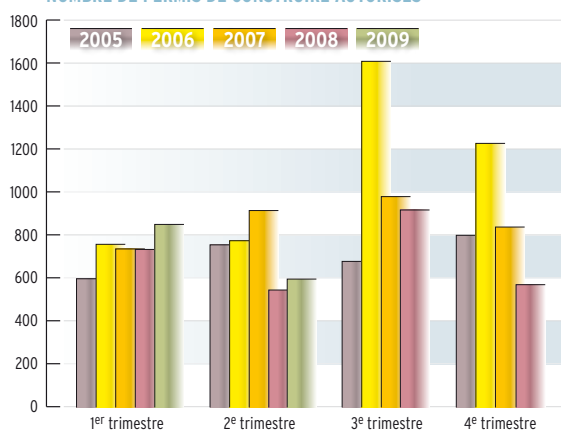


Comme cela était constaté ces derniers mois, le niveau de l'épargne logement tend à diminuer. La principale évolution concerne le crédit habitat dont l'augmentation s'essouffait progressivement ; il stagne ce semestre.

Après une phase de ralentissement constatée sur le marché de l'immobilier neuf, la tendance semble être à une légère reprise. L'individuel pur reste mal orienté mais le collectif était très actif en début d'année (2 grosses opérations dans Brest : 108 logements rue Jules Lesven et 200 logements à Bonne Nouvelle). Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation : la mise en place du dispositif fiscal Scellier et le niveau peu élevé des taux d'intérêt.

Le volume total des transactions immobilières (neuf et ancien) tend à se contracter ; le faible niveau de la demande entraîne une diminution significative des prix, selon le baromètre de l'immobilier breton des Notaires de l'Ouest (- 21,8 % sur Brest métropole océane et le littoral Nord Finistérien).

### NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISÉS



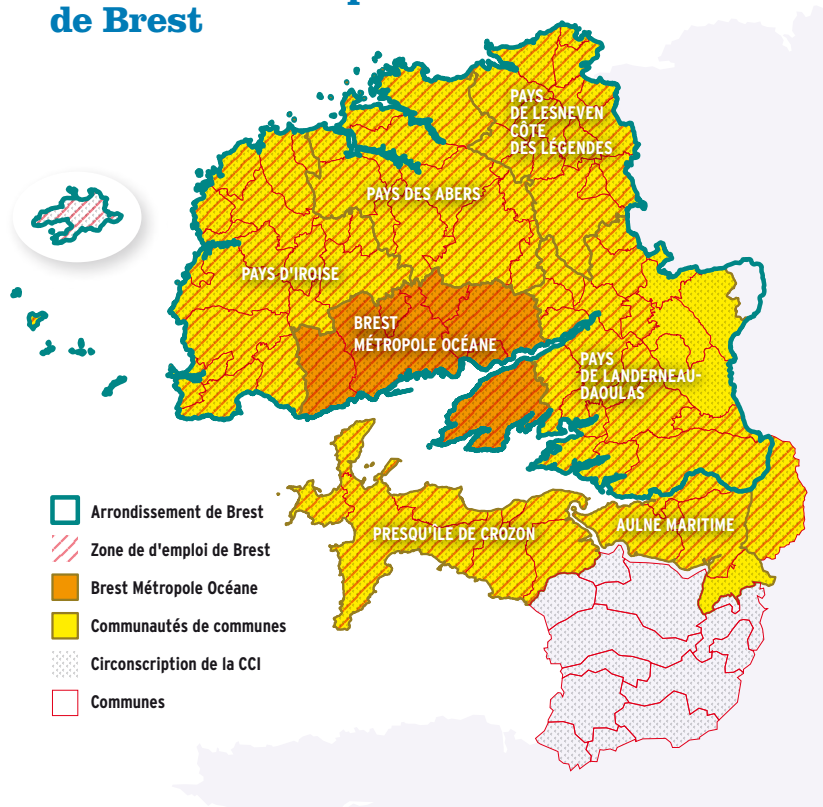
Source : DRE

## Un investissement des ménages français toujours en repli

À l'échelle nationale, le commerce de détail a enregistré de mauvais résultats dans un contexte de niveau de prix bas et de faibles volumes de stocks. L'investissement en logement a souffert de la détérioration de la situation financière des ménages et d'un durcissement des conditions d'accès au crédit. L'INSEE prévoit un repli des revenus d'activités, une redynamisation des prestations sociales, mais à un niveau insuffisant pour augmenter la consommation des ménages. En Bretagne, dans les commerces de détail, les résultats sont en repli au 1<sup>er</sup> trimestre, puis se redressent dans l'ensemble. Les notaires constatent une légère reprise des ventes en immobilier au mois de mars. Si le marché du neuf a bénéficié d'un effet « loi Scellier », la tendance ne pourrait être que ponctuelle en raison d'un épuisement des stocks, le nombre de mises en chantier demeurant faible. Les prix continuent de baisser en Bretagne, et en particulier dans le Finistère, en raison d'un faible volume de transactions.



# Carte des découpages territoriaux sur la zone d'emploi de Brest



## Dates du semestre

### JANVIER

- **Coopagri Bretagne, Even et Terrena** annoncent le mariage de leurs activités laitières pour peser sur le marché européen, au sein d'une même société, Laïta, dont la direction sera située à Brest. Des investissements à hauteur de 100 M€ sur 3 ans sont prévus pour améliorer les sites de transformation et développer la R&D.
- **Novatech Technologies**, entreprise de sous-traitance électronique à Pont-de-Buis, a prévu une réduction de ses effectifs (300 salariés actuellement). Le plan social porterait sur 66 emplois, en raison d'un carnet de commandes en perte de vitesse.
- Le groupe finistérien de voyages **Salaün** poursuit sa croissance en France, mais aussi en Belgique. Il vient de reprendre 12 agences en Belgique qui appartenaient au groupe Wasteels.

### FÉVRIER

- **Lessonia**, le spécialiste de la cosmétique bio, installé à Saint-Thonan investit : il double la surface de son laboratoire et prévoit d'édifier 1 000 m<sup>2</sup> à l'automne. L'entreprise transforme des algues et utilise de plus en plus d'épices, de fruits, de plantes pour parfumer les spas.
- **Vézo Matériaux** (Lesneven) annonce un plan de réduction de ses effectifs, qui porte sur un total de 29 personnes. Depuis fin 2008, l'entreprise souffre d'une baisse de ses volumes de l'ordre de 25 %.
- Les premiers bateaux entrent au **port du Château** à Brest. Il offre 750 places de plaisance, dont 125 réservées aux escales. L'investissement représente 29 M€.

### MARS

- L'entreprise de transport **Pailier** (Plabennec, 39 salariés) est placée en liquidation judiciaire.

### AVRIL

- **La Région**, qui possède le port de commerce de Brest, veut en accélérer les aménagements pour accueillir de nouvelles activités. Une enveloppe de 27 M€ sera engagée dans la stabilisation des 40 ha du polder.
- **Bonduelle et Coopagri Bretagne** créent une société commune dans les légumes surgelés, dont le siège social est situé à Landerneau. Le nouvel ensemble est contrôlé à 64,5 % par Coopagri Bretagne ; il représente 160 M€ de chiffre d'affaires pour 800 salariés.

### MAI

- **L'Université européenne de Bretagne** est labellisée "Campus prometteur" par le ministère de la Recherche. Ce titre est accompagné d'une dotation de 30 M€ sur trois ans dont l'essentiel devrait être consacré au développement d'un maillage par fibres optiques, qui reliera les universités et les grandes écoles.

### JUIN

- **La ligne ferroviaire Brest-Quimper** va être modernisée. Le trajet devrait pouvoir se faire en moins d'une heure en 2013. 60 M€ vont être investis.
- Le groupe **Crédit Mutuel Arkéa** annonce son intention de créer un nouvel ensemble immobilier à son siège social du Relecq-Kerhuon, sur une surface de 15 000 m<sup>2</sup>. Le montant à investir devrait être de l'ordre de 60 M€.
- Un **campus des métiers** verra le jour à Guipavas d'ici 2013 : y seront installés 17 000 m<sup>2</sup> de bâtiments pour accueillir 2 000 apprentis. Porté par la CCI de Brest, l'investissement représente 40 M€.

>>> suite de l'article de couverture

tissement économique. Ils sont en effet plus nombreux dans les secteurs en difficultés et sont majoritairement présents sur les contrats intérimaires et de courte durée. Le chômage devrait encore progresser au 2<sup>nd</sup> semestre 2009 et pourrait toucher d'autres secteurs d'activités, comme celui des services.

Le niveau de consommation des ménages du Pays de Brest reste malgré tout bien orienté en début 2009. Comme cela est constaté depuis le début de la crise, le recours au crédit à la consommation est élevé. En matière d'investissement, malgré un contexte favorable (nouveau dispositif fiscal et taux d'intérêt bas), le marché de l'immobilier demeure peu actif. Seul le segment du logement collectif neuf, principal bénéficiaire du dispositif Scellier, semble bien orienté.



Photo : ADEUPA

## Quelques chiffres clés de la zone d'emploi de Brest

**Nombre d'emplois salariés en 2007** 141 962

Source : INSEE

**Nombre de demandeurs d'emploi au 30/06/09**

Catégorie A 11 948

Catégorie B 2 986

Catégorie C 4 148

Source : DDTEFP

**Taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2009** 8,1%

Source : INSEE



Inforem - Observatoire emploi-formation

### L'observatoire de l'économie de la zone d'emploi de Brest

**Directrice de la publication :** Claire Guihéneuf

**Réalisation :** François Rivoal, Nadine Le Hir, Céline Dagorn (Bmo - Inforem)

**Traitements statistiques :** Arnaud Jaouen

**Maquette et mise en page :** Dynamo+ Brest

**Contact :** ADEUPA – 24 rue de Coat ar Gueven –

29200 Brest - Tél : 02 98 33 51 71

adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 600 exemplaires

Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2009

ISSN : 1623-6084

Réf. 09/280